

## **Ousmane Oumarou Sidibé : UNE CONVICTION FORTE EN LA JUSTICE ET LA RECONCILIATION**

Le président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation a les qualités de la fonction. Son parcours en atteste

Il incarne l'humilité et la discrétion. Et c'est dans l'ombre qu'il a abattu un travail de fourmi au secrétariat général du bureau du Haut représentant du président de la République pour le dialogue inclusif intermalien. Cette contribution au processus de paix ajoutée à ses qualités intrinsèques a certainement pesé dans le choix du docteur en droit social, Ousmane Oumarou Sidibé, comme président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation. Nommé lundi à son nouveau poste, l'homme est né le 25 décembre 1954 à Kirchamba dans le cercle de Diré (Région de Tombouctou).

Au fait des dossiers, il a déjà une idée claire et précise de sa mission et du défi à relever. « Il s'agit d'abord d'enquêter sur tout ce qui a été commis comme crime dans notre pays, de l'indépendance à nos jours, établir la vérité afin de rendre justice. La mission est très délicate », lance l'expert qui a participé à tous les rounds des négociations à Alger. Mais Ousmane Oumarou Sidibé qui fut ministre du Travail et de la Fonction publique dans les années 90 est convaincu : « Cette justice nous permettra d'aller vers la réconciliation. C'est une feuille de route qui est contenue déjà dans l'Accord ». Le professeur d'université peut se prévaloir d'un brillant parcours universitaire et professionnel. Il avait obtenu son diplôme de l'École nationale d'administration du Mali en juin 1978. Deux années après, il décrocha son diplôme d'études approfondies (DEA) en droit social à la Faculté de droit de l'Université de Bordeaux I (1980), avant de passer un doctorat en juin 1983. A la différence de nombre d'étudiants ouest-africains de l'époque, il revient servir son pays.

A partir d'octobre 1984, il commence à gravir rapidement les échelons de la haute administration jusqu'à sa première nomination comme ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration d'avril à novembre 1993. Cette expérience réussie, il partage sa réflexion sur la démocratie à travers le monde. Le résultat figurera dans un ouvrage collectif intitulé « Démocratie et concertation nationale : la mise en œuvre du Conseil économique social et culturel du Mali », publié aux éditions l'Harmattan en juin 1994, avec Gérard Kester. Ousmane Oumarou Sidibé a écrit une dizaine d'autres ouvrages sur des thèmes variés. A la fin des années 90, il revient au gouvernement pour s'occuper du même département du Travail et de la Fonction publique.

L'ancien Commissaire au développement institutionnel accueille aujourd'hui sa nomination avec modestie. « Je perçois cette nomination comme une marque de confiance de la part du président de la République et du Premier ministre à mon égard. Je l'apprécie à sa juste valeur », assure-t-il. Cette simplicité ne l'empêche pas de mesurer l'ampleur de la tâche et des attentes qui sont énormes. « Le défi à relever est énorme.

Mais avec l'accompagnement des autres commissaires, du ministre de la Réconciliation nationale et de l'ensemble des Maliens, cela n'est pas au dessus de nos moyens », argumente l'universitaire, relevant que le Mali est une vraie nation, un vieux pays. « Cet acquis mérite d'être consolidé. C'est sur cette base que nous devons construire l'avenir », ajoute-t-il.

Il pense disposer des arguments nécessaires pour réconcilier les cœurs et les esprits des Maliens, se fondant sur le fait qu'il maîtrise bien le dossier pour avoir présidé les Assises

nationales sur le Nord et participé à tous les rounds des négociations d'Alger. Ses collaborateurs attribuent à Ousmane Oumarou Sidibé une très grande capacité d'écoute, de dialogue, de discussion. Certains n'hésitent pas à le qualifier d'homme d'État doté d'un sens élevé du service public et du respect de l'intérêt général. Des qualités qui seront fort utiles au « Commissaire/président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation » (son titre officiel) pour comprendre et réagir juste sur une matière délicate. A ce propos, le président de la CVJR regrette qu'on ait pas suffisamment fait ressortir l'élan de solidarité dont a fait montre le reste du pays à l'endroit des régions occupées. « Dans les pires moments de l'occupation du Nord, ce sont les Maliens qui ont réalisé les premières actions de solidarité à l'égard des populations du Nord. Ce fait, extrêmement important est passé un peu inaperçu », note-t-il.

Enfilant déjà ses habits de rassembleur et de réconciliateur, Ousmane Oumarou Sidibé demande à nos compatriotes de « mettre de côté les intérêts personnels, corporatifs, partisans, particuliers pour pouvoir reconstruire notre tissu social, l'unité afin de parvenir à une véritable réconciliation sans laquelle nous ne pourrions rien construire. Notre société a soif de justice, de réconciliation. Je crois que nous avons les atouts pour conduire cette mission ».

Officier de l'Ordre national, le président de la CVJR est marié et père de trois enfants.

Par CHEICK MOCTAR TRAORÉ,  
Journaliste au quotidien National l'Essor  
Date: jeudi 6 août 2015